



Refondation de la recherche géographique et de l'enseignement de la géographie au Cameroun et en Afrique

Revamping Geographic Research and Teaching in Cameroon and Africa



ARGUMENTAIRE

Au Cameroun, la géographie comme discipline académique, objet de recherches et d'enseignement, a suivi une évolution duale, à savoir institutionnelle et scientifique

1. Une évolution institutionnelle calée sur les mutations de l'État et de la carte universitaire

L'évolution institutionnelle

Sur le plan institutionnel, le développement de la géographie a suivi l'aventure de l'enseignement supérieur au Cameroun. En effet, tout a commencé avec la fondation de l'École Normale Supérieure (ENS) de Yaoundé en juillet 1961. Ensuite est intervenue, en juillet 1962, la création de l'Université Fédérale du Cameroun, qui deviendra l'Université de Yaoundé en 1973. Puis, en 1993, le pays est passé de la seule université de Yaoundé à 6 universités d'État. Ce faisant, on est passé de deux Départements de géographie (celui de la Faculté de Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé et celui de l'École Normale Supérieure de Yaoundé et son accroissement de l'ancienne Annexe de Bamili, pour le système anglo-saxon) à 6 Départements de Géographie (Faculté des Lettres et Sciences humaines et École Normale Supérieure de l'Université de Yaoundé 1, Université de Douala, Université de Dschang, Université de Ngaoundéré, University of Buea).

Cette architecture va s'étoffer davantage avec la création de l'Université de Maroua en août 2008 (qui dispose de trois Départements de Géographie ou assimilés. Le premier est celui de la Faculté de Lettres et Sciences Humaines, le deuxième est celui de l'École Normale Supérieure de Maroua, tandis que le troisième, créé en 2013, est implanté dans la ville de Kousséri (dans l'Extrême-Nord du Cameroun) et est intitulé « Département de climatologie, d'hydrologie et de pédologie ». Il relève de l'Institut supérieur du sahel (ISS). La création de l'université de Bamenda entraîne quant à elle l'érection de l'annexe du Département de Géographie en un Département à part entière, ainsi que la création d'un Département de Géographie et Aménagement au sein de la Faculty of Arts. Plus tard, notamment le 8 janvier 2018, est créée l'École Normale Supérieure de Bertoua, rattachée à l'Université de Ngaoundéré et l'École Normale Supérieure de l'Enseignement Technique (ENSET) d'Ebolowa, rattachée à l'Université de Yaoundé 1 et ayant en son sein le Département de Géomatique. Au total, le Cameroun compte à ce jour 13 (treize) Département de Géographie et assimilés où officient près de 200 (deux cent) enseignants-chercheurs, tous grades confondus, pour environ 750 étudiants de Master et Doctorants. Tout un capital à valoriser.

L'évolution académico-heuristique

L'évolution académico-heuristique de la discipline/science géographique est assez bien retracée à l'introduction générale de l'ouvrage Géographie transcendant. Outils conceptuels et méthodologiques pour géographier autrement en Afrique de R.J. Assako Assako (2020, pp. 9-11). Une bonne partie de la présentation faite ici sera la retranscription des éléments de cet ouvrage. En effet, cette évolution distingue trois phases principales, à savoir la géographie coloniale et postcoloniale, la géographie des pères fondateurs camerounais et la géographie moderne.

La première phase, qui va de la période coloniale à l'aube de la période post-coloniale, est celle des géographes coopérants, originaires des pays colonisateurs (français et anglais notamment).

Certains agissaient in situ, d'autres opéraient dans le cadre des missions pédagogiques ou des programmes de recherches conjoints, à travers des organismes de recherche en coopération comme l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM), devenu plus tard l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). D'autres enseignants chercheurs Agissaient dans le cadre des programmes de coopération scientifique, capitalisant les crédits du Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP), du Ministère français des Affaires Étrangères (et européennes). C'est ainsi que les premiers géographes camerounais ont été formés et les premiers outils de la recherche géographique sont arrivés au Cameroun (cartes, photographies aériennes, matériels de cartographie, etc.). C'est cette génération de proto-géographes africanistes qui a formé les premiers géographes nationaux.

La deuxième phase est celle dite des pères-fondateurs nationaux de la géographie camerounaise, sous la houlette des Maîtres comme Jean-Louis Dongmo ou Jean Félix Loung (tous deux de regrettée mémoire). Elle va des années 1970 aux années 1990. Ce sont les porteurs de l'ignition géographique locale. Certains ont été formés localement. D'autres, généralement anglophones, ont bénéficié de l'expatriation à destination de la Grande Bretagne, des États Unis ou du Canada, où ils ont reçu leur formation, à l'instar de Cornelius Mbifung Lambi ou Gwan Emmanuel Achu. Tous, cependant, à un moment ou à un autre, auront bénéficié des ressources académiques ou heuristiques occidentales, fondant ipso facto l'extraversion de la discipline géographique, en résonance avec leurs laboratoires occidentaux de formation. Ainsi, pendant très longtemps, le Département de Géographie de l'Université de Yaoundé, avec ses accroissements humains nées de l'extension de la carte universitaire en 1993, n'auront été que les représentations de l'École de géographie tropicale de l'Université de Bordeaux (France). Ce sont ces nationaux qui ont formé la troisième génération de géographes.

La troisième génération, qui va de la fin des années 1990 à nos jours et dont il est question ici est celle qui a subi et continue de subir l'obscurcissement de l'horizon réflexif et sapientiel dont la manifestation et la conséquence se résument en la fixité de la pensée géographique africaine et son extraversion. En effet, les produits issus de cette troisième génération, ont aussi, à leur tour, transmis et continuent de transmettre à leurs apprenants, les théories et modes de pensées hérités de leurs maîtres, eux-mêmes fidèles héritiers de leurs maîtres coloniaux. Ce n'est donc pas surprenant de lire, dans les mémoires et thèses de nos étudiants d'aujourd'hui, des allusions et des rapprochements in rerum natura à des théories occidentales éculées, qui n'ont souvent aucun lien avec les sujets traités, aussi bien dans leur énoncé cognitif qu'en ce qui concerne la zone géographique d'application ou d'expérimentation des recherches visées. Nos apprenants nous servent donc, à notre incompréhensible satisfaction et parfois à notre maladroite et insensée demande, des théories hérétiques, pourtant censées soutenir leur approche. On trouve dans tous les mémoires et thèses, comme des refrains psittaciques, « la méthode hypothético-déductive », la « théorie des places centrales de Christaller » et tutti quanti. Il en appert que les géographes camerounais forment, en ce 21ème siècle encore, des disciples qui ignorent tout de leurs Maîtres dont, au meilleur des cas, ils ne citent les travaux qu'à la bibliographie, juste pour faire convenance. Cependant, tout l'échafaudage théorique et conceptuel de leurs travaux n'est fait que des références extra-africaines en mode récitation.



ARGUMENTAIRE

2. Raisons du colloque

Au regard de ce qui précède et plus d'un demi-siècle après le début de l'odyssée de la géographie camerounaise, il nous a semblé nécessaire de poser un mile stone, de faire une pause, d'établir un bilan et d'imaginer de nouveaux modes de penser, de faire de la recherche et, conséquemment, d'enseigner la géographie au Cameroun, avec le secret espoir que ces inflexions puissent servir à l'ensemble du Continent Noir, auquel le Cameroun se rattache par la théorie de l'identité différentielle. Il s'agit de faire le point de la géographie camerounaise. Les réflexions sont menées au sein des Départements de Géographie, quelque peu jaloux de leurs spécificités, mais tout de même soucieux d'intégrer le mouvement global au sein des sciences humaines et sociales et de la géographie en particulier : décloisonnement des spécialités, problématiques transversales, demande sociale et nécessité d'expertise. De Douala à Maroua, de Yaoundé à Buéa et Dschang, de Bamenda à Ngaoundéré, des géographies se dessinent et même s'expriment. Ces géographies sont disparates et manquent de visibilité nationale et internationale. Il y a donc nécessité de mettre sur pied un cadre national d'émulation, un cadre de représentation et d'action, devant permettre aux géographes de s'exprimer sur les sujets pour lesquels leur voix (pourtant très attendue) est souvent muette, rare, insuffisante, voire totalement inaudible.

Malgré la richesse et la diversité de la production et de l'enseignement de la géographie actuelle, on note un très faible niveau d'endogénéisation ou d'autonomisation vis-à-vis des concepts, théories et méthodes exogènes. La recherche par exemple se fait sous le prisme de modèles certes éprouvés en leur espace-temps, mais qui, dans le contexte des réalités africaines, méritent d'être questionnés autant sur leur validité que sur leur efficacité. L'enseignement pour sa part, que ce soit à l'université ou dans les lycées et collèges, se fait sur la base de programmes extravertis, faisant la part belle aux réalités d'ailleurs (européennes, américaines et de plus en plus asiatiques). Il convient dès lors d'intégrer notre géographie dans nos programmes d'enseignement, sans bien sûr nous soustraire au monde globalisé, ni l'ignorer. Il reste à découvrir et à analyser les splendeurs des paysages et terroirs nationaux pour en faire des socles de développement local dans le cadre de la décentralisation en cours de construction.

Il est par ailleurs reproché à la géographie africaine un faible niveau de théorisation qu'il convient de combler, sans glisser vers une reproduction des modèles d'ailleurs. Il y a donc nécessité de mettre sur pied des modèles géographiques afrocentrés, non pas pour exalter les particularités africaines (encore qu'il n'y aurait aucun mal en cela), mais pour inscrire une pensée géographique africaine propre, dans le mouvement global de la pensée géographique mondiale. Face à la demande sociale, les géographes n'ont pas toujours répondu à la hauteur des attentes. Ou mieux, ils n'ont pas su convaincre la société de l'importance de cette discipline. La récente sortie du Ministre camerounais de l'emploi et de la formation professionnelle à ce sujet est représentative des doutes qui auréolent la géographie, dont il a clairement et explicitement dit qu'elle ne conduit à aucun emploi. Sans toutefois stigmatiser l'oligognosie qui caractérise une telle déclaration, il faut dire que les projets structurants qui ont engagé les pays africains sur le chemin de l'émergence, requièrent pourtant l'expertise des géographes. Quelques réponses ont été données, mais de manière très disparate pour constituer une offre de société savante structurée et fonctionnellement durable. Il y a donc nécessité pour les géographes de libérer leur potentiel d'expertise et surtout de bien l'organiser pour répondre à la demande croissante.



LES OBJECTIFS DU COLLOQUE

De manière spécifique, ce colloque de refondation vise à mettre sur pied la Société Camerounaise de Géographie (SCG), en tant que société savante, vitrine de toutes les actions de géographes camerounais et sympathisants. Dans cette même logique, il est prévu le lancement d'un support de publication pour la diffusion régulière et continue de la production géographique. Le colloque vise aussi à proposer un protocole harmonisé d'enseignement, de rédaction et d'encadrement des travaux de géographie, de manière à constituer un levier de l'expertise géographique nationale et sous-régionale.



LES AXES DE RECHERCHE

Cinq (05) axes de réflexion sont proposés

Axe 1 : Afro-endogénéisation des concepts et théories géographiques

Actuellement, la géographie camerounaise, comme les autres sciences sociales, se nourrit des concepts et théories d'ailleurs, ce qui est déjà un gros problème, au regard de l'expertise locale. Qui plus est, les chercheurs ne s'entourent pas toujours de précaution nécessaire au transfert, l'importation et à l'adaptation de ces concepts et théories exogènes aux préoccupations domestiques. Et c'est plus dangereux pour les géographes sensés maîtriser les jeux d'échelles et la différenciation spatiale. Territorialiser les concepts et les théories de la géographie, tel est le sens des contributions attendues dans cet axe. Y a-t-il des modèles de pensée géographique africaine ? Une tendance affirmative se dégage de la production actuelle, par exemple dans l'analyse des espaces urbains et ruraux, l'approche des questions d'environnement et de développement durable, l'approche des questions foncières, les rapports espace vécu et espace perçu, les rapports espace-temps, la géo-anthropologie, la géographie transcendante, etc. Ce colloque veut porter en lumière les inflexions paradigmatiques de géographes africains dans le mouvement de la géographie universelle.

Axe 2 : Innovations méthodologiques et ordonnancement de la recherche géographique

S'il est admis une spécificité de la recherche géographique africaine, il devrait y avoir, conséquemment, une spécificité des approches et ordonnancements méthodologiques. À partir des réalités africaines, quels enrichissements de la démarche géographique pouvons-nous apporter ou susciter ?

Dans cet axe, les contributions peuvent proposer des démarches de recherche géographique originale, expérimentée sur des objets et terrains spécifiques. Par exemple, l'approche terrain-africain, qui tend à abolir les tensions recherche quantitative versus recherche qualitative, la relativité de l'hypothético-déductif et l'intégration de nouvelles approches, à l'instar du gradient heuristique circulaire ou de la méthode holistico-systémique, etc. Dans tous les cas, cet axe veut dégager des éléments de consensus sur la méthodologie et l'ordonnancement de la recherche géographique inspirés du terrain africain.



LES AXES DE RECHERCHE

Cinq (05) axes de réflexion sont proposés

Axe 3 : Production et diffusion de l'information géographique : repenser la rédaction scientifique

Il est question de recenser et d'évaluer les supports de production et de diffusion de l'information géographique aux échelles nationale et africaine, mais aussi de repérer les supports internationaux dignes d'intérêt, en rapport avec la vision africaine de la géographie. Les propositions doivent identifier les opportunités et les barrières à la diffusion de nos productions aussi bien en interne qu'en externe. Les réflexions à terme doivent examiner les contours de la création d'une revue de l'Association et de tout autre support de diffusion. Le point d'orgue de cet axe est d'envisager une nouvelle forme d'expression scientifique, issue du décloisonnement de la rédaction de type académique (visant les mémoires de Master, les Thèses de Doctorat et les dossiers HDR) et celle de type scientifique (propre à la rédaction des ouvrages géographiques). Une telle innovation est révolutionnaire, dans la mesure où elle facilite la publication de travaux académiques sous forme d'ouvrages scientifiques. On réfléchira aussi sur les spécificités géographiques de la rédaction et de la soumission des projets tant de recherche que de développement.

Axe 4 : Enseignement de la géographie et encadrement des travaux à l'ère du numérique éducatif

Les programmes d'enseignement de la géographie, que ce soit à l'université ou dans les lycées et collèges, ne couvrent pas suffisamment les réalités africaines. Il convient dès lors de mettre en exergue ces manquements et de proposer des programmes adaptés. Le contexte actuel du LMD s'y prête favorablement, mais il présente aussi quelques égarements. Quel est le bilan de l'approche par compétence ou de l'approche par objectifs dans l'enseignement de la géographie dans le secondaire ? Quels rapports établir entre ces deux approches d'enseignement d'une part, et l'enseignement de la géographie à l'université d'autre part ? Le numérique éducatif est aussi un bon prétexte pour innover dans l'enseignement de la géographie et l'encadrement des travaux d'étudiants. Dans ce contexte, comment maintenir ou renforcer la tradition du terrain qu'incarne la géographie ? Cet axe veut dès lors identifier et analyser ces innovations pédagogiques, qui renforcent la contribution des géographes à la formation de la jeunesse. À partir d'un regard évolutif, les contributions attendues doivent scruter les axes de recherche explorés et les rendez-vous manqués de la recherche géographique et de son enseignement. Il s'agit aussi de faire une introspection sur les pôles nationaux de la géographie pour mieux les inscrire dans la refondation en cours.

Axe 5 : Valorisation de l'expertise géographique

La géographie camerounaise doit faire entendre sa voix sur les questions globales et locales émergentes. Cette voix peut se décliner dans l'expertise technique et le conseil aux décideurs. Par exemple, les adaptations aux changements climatiques, l'économie verte, la géopolitique des ressources naturelles, les évaluations environnementales, l'aménagement du territoire, etc. sont autant de domaines où les contributions attendues peuvent exalter ou critiquer l'apport des géographes. À ce sujet, les projets structurants en vue de l'émergence du Cameroun ou de l'Afrique sont un laboratoire de l'expertise géographique, mais très peu de produits semblent en être sortis.

Dans tous les cas, cet axe recherche le bilan de l'expertise géographique sur les questions d'actualité interpellant les géographes camerounais et africains, et doit déboucher sur l'élaboration d'une stratégie pour combler les vides tant qu'ils en existent.



CALENDRIER DES OPÉRATIONS

- * Les résumés ou propositions de communications devront être soumis par courriel au plus tard le 30 mai 2022, à l'adresse: cameroon_geographic_society@gmail.com
- * Après sélection des propositions par le Comité Scientifique, une notification sera adressée aux auteurs par courriel à partir du 15 juin 2022.
- * La présentation en format PowerPoint et l'article complet doivent être envoyés aux organisateurs aux adresses indiquées ci-dessus au plus tard le 30 septembre 2022.



CONSIGNES AUX AUTEURS

Les propositions doivent comporter les éléments suivants :

- Les coordonnées précises du ou des auteurs ;
- Le titre de la communication (15 mots maximum) ;
- La référence de l'axe thématique concerné ;
- L'objectif de la recherche, l'originalité du sujet, la méthode, les résultats obtenus ou attendus ;
- Cinq mots-clés.

La rédaction des communications doit obéir aux normes et aux réglementations du CAMES. À cet effet, les normes qui suivent sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et sciences humaines/CAMES (cf. dispositions de la 38e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016). Les contributeurs doivent s'y conformer.

Un projet de texte soumis à évaluation, doit comporter un titre (Times New Romans, taille 12, Lettres capitales, Gras), la signature (Prénom(s) et NOM (s) de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache), l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (300 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie, l'objectif et les principaux résultats.

Le manuscrit doit respecter la structuration habituelle du texte scientifique : Introduction (Problématique ; Hypothèse comprise), Méthodologie, Résultats, Discussion, Conclusion, Références bibliographiques (s'il s'agit d'une recherche expérimentale ou empirique).

Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)
 - 1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)
 - 1.1.1. Troisième niveau (Times 11 gras, italique)

Les illustrations

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée au-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). Ces éléments d'illustration doivent être : annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

Notes et références

- Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.
- Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit :
 - Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées (R.J. Assako Assako, 2020, p. 27) ;
 - Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).



DES DIFFÉRENTS COMITÉS

Comité d'organisation

Président : René Joly Assako Assako, Université de Yaoundé 1.

Membres : Aristide Yemmafouo, Université de Dschang ; Fogwe Zephania Nji, University of Bamenda ; Kossoumna Liba'a Natali, Université de Maroua ; Mbanga Lawrence Akei, University of Bamenda ; Alex Mengue Mbom, Université de Yaoundé 1 ; Emile Koffi Brou, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire ; Guy Serge Bignoumba, Université Omar Bongo de Libreville, Gabon ; Joseph Pascal Mbaha, Université de Douala.

Vice-présidents : Paul Tchawa, Université de Yaoundé 1 ; Michel Tchotsoua, Université de Ngaoundéré ; Esoh Elame, Université Cà Foscari de Venise, Italie, Balgah Sounders, university of Buea ; Médard Ndoutorlengar, Université de Sahr, Tchad.

Secrétariat : Aristide Yemmafouo, Université de Dschang ; Antoine de Padoue Nsegbe, Université de Dschang ; Louis Bernard Tchuikoua, Université de Yaoundé 1 ; Anne Rose N'dry Golly, Université de Bouaké ; Abate Rodrigue, université de Douala ; Modika Jonhson, Université de Douala ; Nkumbesone Makole, Université de Douala.

Comité scientifique et de lecture :

Alex MENGUE MBOM, Université de Yaoundé ; Alphonse YAPI-DIAHOU, Université de Paris 8 ; Aoudou Doua, Université de Maroua ; Aristide YEMMAFOUO, Université de Dschang ; Bernard GONNE, Université de Maroua ; Bob NAKILEZA, Makerere University, Kampala ; Bienvenu TAKEM MBI, INC-MINRESI ; Chrétien NGOUANET, INC-MINRESI ; Christophe BRING, Université de Ngaoundéré ; Clarkson WANIE, University of Bamenda ; Colman Titus MSOKA, Université de Dar-Es-Salam ; Cornelius MBIFUNG LAMBI, University of Buéa ; Emile KOFFI BROU, Université Alassane Ouattara, Bouaké ; Félix WATANG ZIBRA, Université de Maroua ; Gilbert Assi YASSI, Université Félix Houphouët-Boigny ; Anne Marylise Kouadio, Ecole Normale Supérieure d'Abidjan ; Hervé TCHEKOTE, Université de Dschang ; Humphrey NDI NGALA, Université de Yaoundé 1 ; Joseph Pascal MBAHA, Université de Douala ; Jude KIMENGSI, University of Bamenda ; Lawrence FOMBE, University of Bamenda ; Lawrence MBANGA AKEI, University of Bamenda ; Louis Bernard TCHUIKOUA, Université de Yaoundé 1 ; Marie Louise BA'ANA ETOUNDI, Université de Douala ; Médard LIEUGOMG, Université de Yaoundé 1 ; Michel SIMEU KAMDEM, INC- MINRESI ; Michel TCHOTSOUA, Université de Ngaoundéré ; Moïse MOUPOU, Université de Yaoundé 1 ; Moïse TSAYEM DEMAZE, Université du Mans ; Natali KOSSOUMNA LIBA'A, Université de Maroua ; Paul TCHAWA, Université de Yaoundé 1 ; Pierre KAMDEM, Université de Poitiers ; Raoul ÉTONGUE MAYER, Université Laurentienne, Canada ; Remy SIETCHIPING, UN-Habitat, Kenya ; Richard MUNANG, UNEP, Kenya ; Esoh Elame, Université Cà Foscari de Venise, Italie ; Sounders BALGAH, University of Buéa ; Sunday KOMETA SHENDE, University of Bamenda ; Médard NDOUTORLENGAR, Université de Sahr, Tchad ; Zephania NJI FOGWE, University of Bamenda ; René Joly ASSAKO ASSAKO, Université de Yaoundé 1.